

# Lettre : Stop à la course de l'Europe au gaz en Afrique

A:

1. Commission européenne : Présidente, Von der Leyen ; Vice-présidente, Timmermans ; Vice-présidente, Borrell
2. Chancelier Allemand, Scholz ; Vice-chancelier Allemand, Habeck
3. Président de la France, Macron
4. Président de l'Italie, Sergio Mattarella ; Premier ministre, Georgia Meloni
5. Premier ministre d'Espagne, Pedro Sanchez ; vice-premier ministre d'Espagne, Teresa Ribera

Nous, ( les signataires ) sommes gravement préoccupés par l'évolution de la situation en Europe à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, notamment par la crise énergétique liée aux énergies fossiles et la crise du coût de la vie qui en découle. Nous compatissons à la pression que subissent les ménages européens pour garder leurs familles au chaud cet hiver.

Nous sommes également aux côtés de nos alliés de la société civile africaine qui, confrontés à une crise économique et climatique causée par les combustibles fossiles, demandent la fin du gaz sur leur continent.

La réponse de l'Europe à cette crise ne doit pas être de promouvoir de nouvelles infrastructures d'extraction et d'exportation de pétrole et de gaz. Cette « course au gaz » en Afrique est dangereuse et traduit une vision court-termiste.

Elle serait un désastre pour notre climat, mettant à mal vos engagements actuels de maintenir les températures à 1,5°C et d'éliminer progressivement le financement international du pétrole et du gaz, comme promis à Glasgow lors de la COP26. Elle aggraverait les impacts climatiques dans les régions les moins responsables de la crise. L'extraction et l'infrastructure du gaz ont également des effets extrêmement néfastes sur les moyens de subsistance existants, la santé publique, la qualité de l'air et la biodiversité.

Les nouvelles infrastructures et la production de gaz seraient de plus néfastes pour les économies européennes et africaines. Toute nouvelle infrastructure qui serait développée serait mise en service trop tard pour nos besoins à court terme. Cela enfermerait nos comportements, nos processus industriels et nos économies dans des énergies fossiles polluantes bien au-delà de leur durée de vie utile. Cela risque également de compromettre le développement de l'Afrique, en imposant aux pays des dettes pour une production de gaz orientée vers l'exportation, pour laquelle il y aura de moins en moins de clients à mesure que la demande diminuera, laissant les populations africaines à la charge des coûts de ces actifs abandonnés. Et ce, alors que ces pays ont déjà une dette climatique à payer. Il existe également un coût d'opportunité : l'investissement dans le gaz détourne l'attention de la nécessité urgente de financer un accès accru à une électricité propre et fiable pour les plus de 570 millions de personnes sur le continent qui n'ont pas accès à l'énergie.

Le plus urgent est que le pétrole et le gaz alimentent les conflits. Nous l'avons vu, bien sûr, en Ukraine, mais aussi dans de nombreuses régions d'Afrique où les gouvernements européens cherchent maintenant à s'approvisionner.

Comme l'a déclaré [le secrétaire général des Nations Unies](#) cette année, investir dans de nouvelles productions de combustibles fossiles et de centrales électriques est une folie tant morale qu'économique.

Au lieu de se précipiter sur de nouveaux projets gaziers à l'étranger, il est urgent de développer rapidement les énergies renouvelables et de mieux gérer la demande. Les politiques nationales, telles que les paquets *Repower EU* et *Fit for 55*, et d'autres mesures de réduction de la demande sont encourageantes et auront un impact positif concret, en réduisant considérablement la demande de gaz d'ici à 2030. Elles constituent un pas dans la bonne direction, mais, comme l'ont noté les propres [responsables](#) des nations européennes, elles ne sont pas suffisantes. Il est regrettable que l'approche de politique étrangère de la « course au gaz » soit en contradiction avec l'orientation nationale des pays européens.

Nous vous demandons instamment de tout mettre en œuvre pour sortir du gaz en Europe et dans le monde entier aussi rapidement et équitablement que possible. Concrètement, nous demandons :

1. Cesser immédiatement tout accord visant à développer la production et les infrastructures gazières en Afrique, réaffirmer la déclaration de Glasgow de la COP26 visant à stopper les investissements dans de nouveaux gaz et pétrole, et l'appliquer aux projets non encore développés.
2. Introduire en Europe des mesures rapides de réduction de la demande de gaz qui s'appliquent à l'énergie et aux processus industriels (par exemple, [la réduction de la production de plastique permettrait de réduire la consommation de gaz](#) à un niveau proche des volumes qui pourraient provenir des réserves des pays africains).
3. Investir dans le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables, en partenariat avec les pays africains et les institutions démocratiques, afin de favoriser l'accès à l'énergie et de permettre aux gouvernements de mettre en place des stratégies industrielles à zéro carbone qui ne favorisent pas le développement des combustibles fossiles.

Nous devons travailler en coopération, en partenariat avec les personnes, les communautés et les gouvernements de toute l'Europe et de l'Afrique, pour sortir des systèmes énergétiques à base d'énergies fossiles et accélérer une transition énergétique juste et équitable basée sur une énergie 100% renouvelable. C'est la seule façon de nous libérer des chaînes d'une économie énergétique sale et d'aller rapidement, ensemble - dans chaque pays - au-delà des gaz fossiles polluants et générateurs de conflits. Nous vous demandons instamment de saisir ce moment historique et d'être de véritables leaders climatiques.

[Liste des signataires.](#)